

# INFOLETTRE DE FÉVRIER 2025

## LDH DIJON ET AGGLOMÉRATION

### FOCUS SUR...

#### LA SOLIDARITÉ EST UNE VALEUR DE LA RÉPUBLIQUE, COMMUNIQUÉ COMMUN À L'INITIATIVE DE LA LDH

Le bulletin identitaire *Frontières* menace et attaque les associations, avocats et syndicats intervenant en soutien aux personnes étrangères. Ce n'est pas la première fois que l'extrême droite cible plus ou moins ouvertement des personnalités issues du monde associatif, judiciaire ou syndical.

<https://www.ldh-france.org/la-solidarite-est-une-valeur-de-la-republique/>

#### ACTIONS DU MOIS ÉCOULÉ : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : COLLECTIF HANDICAPS 21



Le lundi 10 février, un appel national invitait à se rassembler à l'occasion des 20 ans de la loi de 2005 pour dénoncer les insuffisances de sa mise en application, et les discriminations qui perdurent.

Insuffisance des moyens humains et financiers, absence de volonté politique, manque de formation des acteurs, immobilisme des gouvernements successifs... les avancées sont trop lentes, trop partielles, trop éloignées des besoins. Une quarantaine de personnes étaient présentes au rassemblement à Dijon, où les différentes associations impliquées ont pris la parole (vous trouverez ci-après le texte lu par la LDH) avant d'être reçues en Préfecture. En projet : d'autres actions durant l'année 2025.



#### *Quelques lignes de l'appel national du Collectif Handicaps pour les mobilisations du 10 février 2025 lues par la LDH Dijon lors du rassemblement devant la préfecture :*

Pourquoi accepte-t-on encore que des personnes n'aient pas le choix de leur logement, ne puissent pas se rendre dans un restaurant ou un commerce ?

Pourquoi accepte-t-on que des travailleurs soient écartés d'opportunités professionnelles ?

Pourquoi accepte-t-on que des personnes soient mises en danger par un diagnostic trop tardif de leur maladie ?

Pourquoi accepte-t-on que des enfants soient exclus de l'école, marginalisés dans leur apprentissage, discriminés par leurs pairs ?

Pourquoi la société continue-t-elle de fermer les yeux sur ce que vivent des millions de personnes ?

En France, vivre avec un handicap reste synonyme d'empêchements quotidiens, de précarité, de discriminations et d'exclusion.

C'est pourquoi, nous citoyens et citoyennes engagées, responsables associatifs, personnalités politiques, lançons un appel à mobilisation forte pour défendre le droit des personnes en situation de handicap et leurs proches.

#### DROIT AU LOGEMENT LOGEMENT, HÉBERGEMENT, SE MOBILISER CONTRE LES VRAIS RESPONSABLES

Il y a un problème constant en France de mal logement, de personnes à la rue. Selon la fondation pour le logement des défavorisé·es (ex-fondation Abbé Pierre), il y aurait 4,2 millions de personnes mal logées, 350 000 sans logement, 5000 à 8000 passant la nuit à la rue dont 1000 à

3000 enfants. L'actualité dijonnaise a été marquée par ces questions ces derniers mois avec la question des personnes étrangères vulnérables mises délibérément à la rue par des services de l'État ou le département :

- familles avec enfants expulsées de leur hébergement par décision de la préfecture parce que sans titre de séjour, au mépris de la convention internationale des droits de l'enfant censée engager la France. La mobilisation de parents d'élèves solidaires, d'associations militantes dont la LDH, d'élu·es a permis de trouver des solutions provisoires dans plusieurs cas.

- jeunes isolé·es se présentant comme mineur·es, que le président du conseil départemental a donné pour consigne de laisser à la rue tant que la justice n'a pas statué sur leur situation, alors qu'il a l'obligation légale de les mettre à l'abri. Là aussi, l'engagement associatif, le travail d'avocat·es engagé·es ont permis de faire valoir les droits de certains. Mais combien sont plongé·es dans la clandestinité et la misère totale ?

- exilé·es ayant trouvé un abri dans une maison abandonnée à Fontaine-lès-Dijon menacé·es d'expulsion à tout moment et voué·es à la vindicte du maire LR. Celui-ci a encore flatté les peurs racistes et xénophobes lors de ses vœux en dénonçant les associations qui « installent des migrants à 20 mètres d'une école, 50 mètres d'un EHPAD, 100 mètres de la mairie ». Mais il y a aussi un collectif d'habitant·es engagé·es dans la solidarité quotidienne avec les exilé·es. L'incendie de deux logements aux Lentillères a encore remis ces questions sur la place publique. Nous regrettons la polémique qui a eu lieu à ce sujet. Celles et ceux d'entre nous engagé·es au quotidien dans la défense des droits des sans-abri

et des personnes les plus précaires constatent que les Lentillères sont un lieu utile permettant notamment des solutions d'urgence quand les portes de tous les lieux institutionnels se ferment ou quand des gens ne rentrent dans aucune bonne case administrative. Ainsi récemment, une mère sortant de la maternité avec son nouveau-né n'a trouvé que les Lentillères comme abri en attendant que soit obtenu pour elle une place en CADA. Son « crime », celui du bébé ? Elle était en procédure Dublin, faisant partie des personnes étant passées par un autre pays européen avant de demander l'asile en France qui doivent attendre 18 mois dans la clandestinité avant de déposer leur demande, mais sont quand même ensuite privées de toute aide matérielle.

Nous apprécions aussi l'engagement de la ville de Dijon qui, entre autre, met plusieurs locaux à la dispositions de sans-abri dont beaucoup de sans-papiers alors que, légalement, c'est une responsabilité de l'État, accueille dans les cantines des enfants dont les parents n'ont aucune ressource, ce que sont loin de faire toutes les villes.

Aussi, nous croyons qu'il faut mobiliser toutes les forces possibles pour défendre le droit au logement qui fait partie des droits humains élémentaires en ciblant les vrais responsables, État en général et conseil départemental pour les mineur·es isolé·es.

## LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET CONTRE LE RACISME

### FESTIVAL ÉTUDIANT CONTRE LE RACISME



Cette deuxième édition s'est tenue du 10 au 13 février.

Des conférences étaient organisées entre 16h et 19h tous les soirs. Notre section LDH y a contribué en intervenant le mardi sur le racisme de l'extrême droite, ou comment l'éclairage historique de la communication du FN-RN sur ces thèmes

vient contredire son entreprise de dédiabolisation actuelle ; et le mercredi sur « racisme et parole :

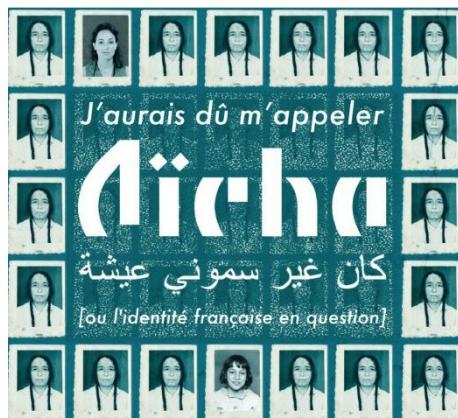
comment les discriminations s'approprient le langage ».

Le 7 février **café-débat** organisé par l'association « un nouvel élan pour Chevigny » sur le thème de l'immigration, avec présentation des données chiffrées qui déconstruisent les fables sur le grand remplacement par un professeur de l'université et une présentation par la LDH des réalités des OQTF avec une soixantaine de participant·es.

Le 14 février, **réunion d'information du collectif anti-CRA** à Longvic avec une trentaine de participant·es sur le projet de construction d'un centre de rétention administrative, lieu d'enfermement sans jugement de personnes étrangères, sur l'emplacement de l'ancienne base aérienne. Ce collectif a commencé une campagne d'information sur l'agglomération et particulièrement à Longvic.

## ET À VENIR :

- Le mardi 18 mars, séance au cinéma Eldorado (date à confirmer + précisions à venir) : "**Paese di Resistenza**", *Un village en résistance*, un film de Shu Aiello (France), Catherine Catella (France), France, Italie | 2023 | 97 min | vostf <https://www.comitedufilmethnographique.com/oeuvre/un-paese-di-resistenza/>
- Le samedi 22 mars : une action nationale inter-associative autour du 21 mars à l'occasion de la **Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**.
- Le mercredi 26 mars, à 18h30 à la salle Devosge, les associations Attac, LDH, MRAP et SOS racisme vous invitent à une **Conférence gesticulée "J'aurais dû m'appeler Aïcha"** (ou l'identité française en question). Un mois avant ma naissance, la mère de mon père décède. La tradition veut que la première fille née après ce décès hérite du prénom de la défunte. Ma grand-mère s'appelait Aïcha, elle était Algérienne. Pourtant, je m'appelle Nadège.



Trois quarts Algérienne, un quart Française. Algérienne de sang, Française de sol. Pas tout à fait Française, pas vraiment Algérienne. Pour les descendants d'Algérien·nes, il y a comme une zone d'ombre : une histoire coloniale mise sous silence, une guerre faite "d'événements", des représentations racistes et des inégalités qui perdurent. Intégrée par l'école républicaine, bercée par le mythe national, j'ai joué le jeu de l'intégration. En m'assimilant, j'ai refoulé une partie de mon héritage. Je fais aujourd'hui marche arrière en prenant bien soin de ramasser un à un tous les indices et reformer le puzzle de mon histoire, de notre histoire pour mieux la déconstruire.

Alors que les débats identitaires grondent en France et qu'il y a comme une injonction à choisir son camp, comment s'émanciper d'identités qu'on voudrait nous imposer et trouver sa propre voie ?

## DROITS DES FEMMES : ACTIONS AUTOUR DU 8 MARS



Lundi 3 mars, à 18h30 à la Bourse du Travail, soirée-débats "**Nos luttes féministes changent la vie entière !**", avec Suzy Rojtman, militante féministe, et Maëva

Durand, sociologue.

A la lumière des apports de chaque intervenante, nous engagerons le dialogue entre la militante d'expérience et la sociologue pour voir comment l'histoire des luttes féministes peut être inspirante pour les femmes en 2025, et pour nos luttes actuelles, particulièrement à l'heure où la menace de l'extrême droite se fait de plus en plus pressante. La soirée, organisée par LDH, Attac, CGT, FSU et Solidaires, se clôturera par un moment de convivialité avec ce que chacun·e apportera.

- Vendredi 7 mars : Apéro-déryptage « **Féminisme et ruralité** » au café associatif le Là Itou, à Mont Saint Jean.

- Samedi 8 mars : **rassemblement** du Collectif Droits des Femmes place François Rude

En soirée, à la Bourse du Travail : **spectacle théâtral "Les filles aux mains jaunes"** qui raconte l'histoire des obusettes, ouvrières des usines d'armement pendant la première guerre mondiale. Une pièce sur la naissance du féminisme, le pouvoir de l'engagement et la force de l'action.

- Jeudi 13 mars 18h30, Rendez-vous Voisins-voisines à la Maison Phare : « **Féminisme et quartier populaire : quelles actions et quelles luttes** »

## LIBERTÉS ET TIC : LE COMITÉ MÉTROPOLITAINE DE LA DONNÉE

Il a été mis en place en mars 2023, avec pour mission de veiller à la transparence et au respect des réglementations concernant le traitement des données collectées, afin de répondre aux inquiétudes de la population. Il rassemble des

élu·es de la métropole, des représentant·es de la recherche universitaire, d'entreprises et de la société civile (la LDH Dijon et agglomération y participe à ce titre). Des personnels en charge de la gestion des données sont associés aux travaux.

La réflexion du comité s'est nourrie des échanges et exposés instructifs permettant d'aborder les différentes dimensions de la ville connectée : juridique, technique, économique, environnementale, éthique. Lors de sa séance du 5 février, le CMD a poursuivi la rédaction de sa charte définissant un cadre pour la gestion des données territoriales, qui sera soumise à l'approbation du conseil de la métropole prochainement.

Les débats actuels ont récemment beaucoup porté sur l'Intelligence Artificielle. Nous attirons votre attention sur deux tribunes signées par la LDH nationale, dont l'une est le manifeste de la coalition Hiatus qui vient de se créer : l'enjeu est de remettre au cœur de la régulation de l'IA les droits humains et la justice environnementale.

#### **L'appel d'une centaine d'ONG : « L'IA telle qu'elle est développée alimente un système d'exploitation global »**

<https://www.ldh-france.org/4-fevrier-2025-tribune-collective-lappel-dune-centaine-dong-telle->

[quelle-est-developpee-alimente-un-systeme-dexploitation-global/](#)

#### **Lancement de la coalition Hiatus, pour résister à l'IA et son monde !**

Manifeste fondateur de la coalition Hiatus dont la LDH est membre

Ce texte est le manifeste fondateur de « Hiatus », une coalition composée d'une diversité d'organisations de la société civile française qui entendent résister au déploiement massif et généralisé de l'intelligence artificielle (IA). À l'approche du sommet sur l'IA organisé par la France, les 10 et 11 février 2025, le lancement de Hiatus vise à dénoncer l'inféodation des politiques publiques aux intérêts de la tech, ainsi que les coûts humains et environnementaux de l'IA. Au cours des mois à venir, des actions communes seront organisées pour décliner ce manifeste sur le plan politique.

(pour lire la suite) :

<https://www.ldh-france.org/lancement-de-la-coalition-hiatus-pour-resister-a-ia-et-son-monde/>

## **AGENDA**

Rassemblements hebdomadaires du **Collectif de Côte-d'Or pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens**, dont la LDH est membre : ils se poursuivent le samedi à 15h, place Darcy à Dijon.

#### **Calendrier des réunions mensuelles :**

Maison des associations, 2 rue des Corroyeurs, à Dijon : 11 mars, 10 avril, 7 mai, 2 juin, 1<sup>er</sup> juillet

#### **COMMENT NOUS AIDER ?**

##### **Rejoignez-nous, adhérez !**

Paiement par carte bleue ou par prélèvement mensuel :

<https://www.jedonneenligne.org/ldh/WEBADH22/>  
ou retrouvez-nous en réunion de section pour adhérer par chèque.

#### **PLUS D'INFORMATIONS SUR LES ACTIONS DE LA LDH ET LES RAISONS D'ADHÉRER :**

<https://www.ldh-france.org/Adherer/>

## **VOTRE SIGNATURE COMpte !**

#### **Pour que l'éradication de la pauvreté soit l'ambition de la décennie**

#### **La France tolère aujourd'hui ce qui lui était inacceptable hier !**

Plus de 9 millions de personnes sont en situation de pauvreté en France métropolitaine dont près de

5 millions en situation de grande pauvreté. Des milliers d'enfants dorment à la rue chaque nuit et, pour au moins 8 millions de personnes, l'accès digne à une alimentation suffisante, saine et durable demeure un défi quotidien. Dans le même temps, les entreprises du CAC 40 ont annoncé avoir versé près de 100 milliards de dividendes à leurs actionnaires pour l'année 2024.

(lire la suite et signer) :

<https://www.ldh-france.org/pour-que-l eradication-de-la-pauvreté-soit-lambition-de-la-decennie/>

#### **NOUS TROUVER :**

Les réunions de section ont lieu à la Maison des associations, 2 rue des Corroyeurs, à Dijon.

<https://site.ldh-france.org/bourgogne/>

<https://www.ldh-france.org>

<https://www.facebook.com/LDH21Dijon>

Pour recevoir cette infolettre par courriel, écrire à : [dijon@ldh-france.org](mailto:dijon@ldh-france.org)

N'hésitez pas à la diffuser largement à vos contacts !

Pour une demande d'aide juridique, merci de nous contacter de préférence par courriel :

[\(possibilité de laisser un message au 06 14 47 85 68\)](mailto:dijon@ldh-france.org)

Rejoignez-nous pour nous aider à réaliser l'infolettre, pour s'occuper du site web :

[dijon@ldh-france.org](mailto:dijon@ldh-france.org)